

TRIBUNAL DE SIDI-M'HAMED

Billal, un enfant de 5 ans, jugé et condamné

La justice algérienne continue à s'illustrer à travers des comportements et des jugements qui défient tout entendement. Qu'on en juge : le tribunal de Sidi-M'hamed près la cour d'Alger a jugé et condamné par défaut un enfant âgé d'à peine 6 ans, le dénommé Bouabdallah Billal.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)- Dangereuse récidive d'une justice qui, en décembre dernier, à Ménéa, dans la wilaya de Ghardaïa, avait jugé en audience publique pour coups et blessures Guettaf Oussama, un bambin de 5 ans.

Le tribunal de Sidi M'hamed à Alger vient, en effet, de prendre exemple sur le tribunal de Ménéa. Le dénommé

Bouabdallah Billal, qu'il jugea par défaut et condamna à un blâme par jugement rendu le 2 mars 2009 sous le numéro de dossier 09/00020, ne bouclera ses 6 ans que le 25 mai prochain.

Le petit Billal, qui est en classe préparatoire, a été jugé et condamné pour destruction de biens d'autrui.

Son père, auquel le jugement a été signifié le lundi 20 avril, s'est rap-

proché hier du tribunal pour savoir de quoi il en retournait dans cette histoire à laquelle il a du mal à croire.

Sur place, il s'est vu répliquer qu'il disposait d'une dizaine de jours pour pourvoir en cassation le jugement rendu. Ce qu'il fit.

La cassation a été enregistrée sous le numéro 09/778. L'audience de ce procès en appel est programmée pour le lundi 4 mai 2009.

Ce jour, le petit Billal devra, si la justice ne se ressaisisse entre-temps, se présenter à la barre et répondre en audience publique du chef d'inculpation retenu contre lui, à savoir destruction de biens d'autrui. Son père, qui s'est présenté hier à notre rédaction, n'en revenait pas. «J'ai du mal à imaginer mon fils qui n'a pas encore 6 ans se pré-



Billal Bouabdallah.

Photo : DR

senter à la barre et répondre aux questions du juge. Pensez au traumatisme qu'il subira le pauvre enfant !», a-t-il lâché à la fois dépité et coléreux.

La mésaventure du petit Billal commença en 2008. C'était un vendredi et le petit Billal se trouvait chez ses grands-parents à Ruisseau. Il se trouvait ce jour près de la voiture

d'un voisin de ses grands-parents, qui avait fait l'objet d'une casse, fait du petit ou de quelqu'un d'autre.

La police ramassa le petit Billal et le conduisit au commissariat. Là il s'est vu entendre sur PV. Sa grand-mère et son oncle maternel accoururent. Le PV était déjà rédigé. Son père qui réside au 1^{er}-Mai à Alger, alerté, arriva un peu plus tard.

Le policier qui établit le PV le rassura qu'aucune suite n'allait être donnée à cette affaire, d'autant que le voisin, propriétaire du véhicule endommagé, s'était lui aussi présenté et avait décidé de ne pas faire de déposition.

Rassuré, le père est rentré chez lui. Il oublia cette histoire jusqu'au 20 avril dernier, lorsqu'il reçut la notification du jugement.

S. A. I.

SESSION CRIMINELLE DE LA COUR DE BLIDA Hattab, Droukdel et Belmokhtar y seront jugés par défaut

Parmi les 194 prévenus qui seront jugés lors de la prochaine session criminelle de la cour de Blida, qui débutera le 26 de ce mois, figurent des chefs terroristes, à l'image de Hassane Hattab, Abdelmalek Droukdel et Mokhtar Belmokhtar. Ils sont cités dans une affaire commune et seront jugés par contumace du fait qu'ils sont tous les trois en fuite.

Selon M. Mohamed Boukhatem, procureur général adjoint près la cour de Blida, 83 affaires sont inscrites au rôle de cette session. Il importe de souligner, à cet effet, que c'est l'appartenance aux groupes terroristes armés qui porte sur le plus grand nombre d'affaires enregistrées suivie d'homicides volontaires avec préméditation et guet-apens.

Vient ensuite la fraude fiscale avec pas moins de neuf affaires qui passeront devant les juges. D'autres dossiers se rapportant au détournement de deniers publics, la contrefaçon monétaire et l'enlèvement de personnes seront soumis au jugement des magistrats.

A noter, par ailleurs, que lors de cette session, le nombre des prévenus en détention qui défileront devant le juge est de 81 tandis que ceux qui ne sont pas arrêtés est de 79. Dans le même cadre, le tribunal criminel aura à juger 34 personnes en fuite.

M. B.

TÉBESSA Cinq terroristes éliminés

Ce mardi, les forces de sécurité ont, lors d'une opération de ratissage de grande envergure, menée dans la commune de Stah Guentis, à 90 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Tébessa, appuyées par des hélicoptères, éliminé 5 terroristes. Le ratissage se poursuit toujours.

Saâdallah Djamel

CONDOLÉANCES

C'est avec une grande tristesse que le Syndicat national des journalistes a appris le décès soudain de leur cher frère et collègue **Mohand Saou**, journaliste émérite à la radio Chaîne III.

En ces moments difficiles, le Syndicat national des journalistes tient à faire part de ses sincères condoléances et à partager cette peine avec sa famille, ses collègues ainsi que ses proches amis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

P/Le Syndicat national des journalistes, le secrétaire général
Kamel Amarni

DÉBAT SUR LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE ADMINISTRATIVE ET CIVILE

Renforcement des prérogatives du juge sur l'administration

A trois jours de son entrée en vigueur, prévue pour samedi 25 avril 2009, le nouveau code de procédure civile et administrative a fait l'objet, hier, d'une demi-journée d'explication organisée par le barreau d'Alger. L'objectif recherché, «sensibiliser les avocats et les magistrats».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) -Pour le professeur Khelloufi Rachid, «la sensibilisation et l'étude des nouvelles lois nécessitent beaucoup de temps», et ce, même si «l'initiative d'aujourd'hui est louable à plus d'un titre».

Lors de son intervention devant un parterre d'avocats et de quelques magistrats, cet enseignant à l'Ecole nationale d'administration (ENA) a mis en exergue l'importance de ce code en relevant la nouveauté introduite par le législateur.

Il s'agit, selon M. Khelloufi Rachid, des larges prérogatives conférées au juge face à l'administration générale.

«Le nouveau code de procédure civile et administrative a renforcé le contrôle juridictionnel de l'action administrative en donnant au juge des attributions qui n'existaient pas dans l'ancien code», a-t-il souligné, en rappelant que «donner l'ordre à l'administration de faire ou de ne pas faire n'est pas pour autant porter atteinte

à la séparation des pouvoirs, sachant que le juge administratif autant que celui du droit commun font partie du pouvoir judiciaire».

Il y a lieu de noter que ce code contient près de 1 400 articles, contrairement à l'ancien qui ne dispose que de 479 articles.

Un autre intervenant a expliqué les raisons qui sont à l'origine de ce nouveau code qui donne plus d'éclaircissements et de détails sur les procédures civiles et administratives, particulièrement les conflits et leur nature.

«Ce code est apparu suite à l'application des recommandations de la commission de réformes de la justice. Il permet de suivre les nouvelles lois et codes ainsi que les accords et conventions signés par notre pays», a indiqué l'intervenant, avant d'ajouter que l'ancien code, datant déjà de 40 ans, n'a observé que quelques amendements, ajoutant «que des voies alternatives inspirées des traditions de la société algérienne ont été intro-

duites pour la résolution des litiges, la conciliation, la médiation et le traitement des affaires des justiciables dans les délais fixés».

Cette actualisation répond, selon les spécialistes, aux exigences des changements et des nouveautés enregistrés dans les procédures civiles et administratives. Il s'agit aussi, par le biais de l'élaboration du texte, volumineux de plus de 1 400 articles, «de rapprocher la justice du justiciable à travers notamment la redistribution des compétences, la révision du découpage judiciaire, la suppression

des tribunaux de grande instance ainsi que la mise sur pied de juridictions dans les régions qui en sont dépourvues.

Pour ce qui est de la procédure administrative, elle s'appuie sur de multiples dispositions relatives aux tribunaux administratifs et au Conseil d'Etat.

L'élargissement des prérogatives des magistrats est, par ailleurs, un point focal du nouveau code. Ces nouveaux outils, préciseront les experts participant au séminaire, serviront à appuyer la crédibilité du secteur de la justice.

A. B.

Communiqué

Le Syndicat national des journalistes informe l'ensemble des rédactions nationales établies à Alger que la séance de tirage au sort du traditionnel tournoi de football «Makhlouf Boukhezar», qu'il organise annuellement à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, aura lieu le samedi 25 avril 2009, à 14h au siège du Centre d'Alger de la Fédération internationale des journalistes, sis à la Maison de la presse Tahar-Djaout, 01 rue Bachir-Attar Alger.

Les représentants des équipes engagées dans ce tournoi sont conviés à assister à cette cérémonie.

Pour plus d'informations, contactez les numéros suivants :

021 67. 36. 61 - (0554) 83. 91. 33

**P/Le Syndicat national des journalistes
le secrétaire général
Kamel Amarni**